

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS246/7
8 janvier 2004

(04-0070)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – CONDITIONS D'OCTROI DE PRÉFÉRENCES TARIFAIRES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Notification d'un appel des Communautés européennes présentée conformément
au paragraphe 4 de l'article 16 du Mémorandum d'accord sur les règles
et procédures régissant le règlement des différends
(le "Mémorandum d'accord")

La notification ci-après, datée du 8 janvier 2004, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne est distribuée aux Membres.

Conformément à l'article 16 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord") et à la Règle 20 des Procédures de travail pour l'examen en appel, les Communautés européennes notifient leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit figurant dans le rapport du Groupe spécial établi en réponse à la demande de l'Inde dans le différend *Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement* (WT/DS246/R).

Les Communautés européennes demandent que soit examinée la conclusion juridique du Groupe spécial selon laquelle le régime spécial de lutte contre la production et le trafic de drogues prévu dans le Règlement (CE) n° 2501/2001 du Conseil (le "régime concernant les drogues") est incompatible avec l'article I:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "GATT"). Cette conclusion est basée sur les constatations juridiques erronées suivantes:

- la Clause d'habilitation est une "exception" à l'article I:1 du GATT;
- la Clause d'habilitation n'exclut pas l'applicabilité de l'article I:1 du GATT;
- les CE avaient la charge de prouver que le régime concernant les drogues était compatible avec la Clause d'habilitation.

La conclusion juridique ci-dessus, et les constatations et interprétations juridiques connexes, sont exposées dans les paragraphes 7.31 à 7.60 et 8.1 b) et c) du rapport du Groupe spécial.

L'Inde n'a formulé aucune allégation au titre de la Clause d'habilitation et, par conséquent, l'Organe d'appel devrait s'abstenir d'examiner la compatibilité du régime concernant les drogues avec la Clause d'habilitation. Cependant, si l'Organe d'appel devait confirmer la conclusion du Groupe spécial selon laquelle le régime concernant les drogues est incompatible avec l'article I:1 du GATT, ou si l'Organe d'appel devait décider que l'Inde a formulé une allégation valable au titre de la Clause d'habilitation, les Communautés européennes font appel à titre subsidiaire de la conclusion juridique

./.

du Groupe spécial selon laquelle les Communautés européennes "n'ont pas démontré que le régime concernant les drogues est justifié au titre du paragraphe 2 a) de la Clause d'habilitation". Cette conclusion est basée sur les constatations juridiques erronées suivantes:

- l'expression "sans ... discrimination" figurant dans la note de bas de page 3 du paragraphe 2 a) exige que des préférences tarifaires identiques dans le cadre des schémas SGP soient accordées à tous les pays en développement sans différenciation, sauf pour la mise en œuvre de limitations *a priori*"; et
- l'expression "pays en développement" au paragraphe 2 a) désigne tous les pays en développement.

Cette conclusion juridique et les constatations et interprétations juridiques connexes sont énoncées dans les paragraphes 7.61 à 7.177 et 8.1 d) du rapport du Groupe spécial.

Enfin, les CE demandent que soit examinée la conclusion juridique du Groupe spécial selon laquelle les Communautés européennes ont annulé ou compromis des avantages résultant pour l'Inde du GATT de 1994.
